



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Haute-Savoie"



FONDS DE SOLIDARITÉ

PRANC

Données au 12/01/2022 - aides-entreprises.data.gouv.fr

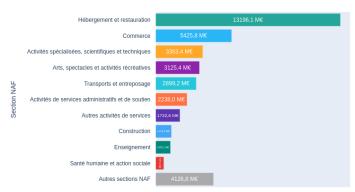


Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 38 862 389 706 euros

Nombre d'aides : 10 836 525

Nombre d'entreprises : 2 037 976

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes





Montant total : 5 462 338 216 euros

Nombre d'aides : 1 373 768

Nombre d'entreprises : 263 830

Niveau Départemental : Haute-Savoie

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 915 253 630 euros

Nombre d'aides: 173 589

Nombre d'entreprises : 31 348



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT

PHIANC PROPERTY AND

Données au 29/10/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 141 562 409 572 euros

Nombre de prêts : 693 398

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes





Montant total: 15 853 374 240 euros

Nombre de prêts : 91 627

Niveau Départemental : Haute-Savoie

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 1 763 138 761 euros

Nombre de prêts : 10 083



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 26/08/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 3 588 194 587 euros

Nombre de reports : 115 095

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes





Montant total: 404 877 623 euros

Nombre de reports : 11 449

Niveau Départemental : Haute-Savoie

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 34 727 767 euros

Nombre de reports : 1 589



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS

PANC PANCY

Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes





Montant total: 143 685 470 euros

Nombre d'aides: 170 777

Niveau Départemental : Haute-Savoie

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 17 840 759 euros

Nombre d'aides: 20 323



ACTIVITÉ PARTIELLE

PANC MANCE

Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Auvergne-Rhône-Alpes

